

2015/2016 Quelques repères pour situer notre action !



Centre Sectoriel de Formation Professionnelle (CSFP)
Cameroun, 2013

Education Inclusive Pour Tous de Qualité
en Afrique Subsaharienne (ASS)

Aide au Développement et Solidarité
internationale

Fin du cycle des Objectifs du Millénaire de
Développement (1999/2015)

Début d'un nouveau cycle (2015/2030)
Objectifs de Développement Durable

Education



Forum des femmes éducatrices
Aicha Bah Diallo Guinée

« L'éducation doit être la priorité des dirigeants africains.

Pour moi, un jeune qui ne trouve pas une activité génératrice de revenus après sa formation, c'est un échec et cela représente une menace pour l'équilibre et la stabilité d'une société.

C'est cela qui est à l'origine de tous les mouvements citoyens qui s'organisent pour réclamer une vie meilleure.

Et comme certains dirigeants ne comprennent pas cette motivation légitime, ils finissent par considérer ces jeunes comme des ennemis »

Accès à l'éducation

Quelles évolutions ?

Effectif Scolarisé Primaire : de **84** millions (99) à **144** millions (2012)

...Amérique du Nord et Europe occidentale: 51M

... effectifs non scolarisés: de 42 M à 29M

Enseignants Primaire: **1,9M** (99) ...**3,4M** (2012)

...Amérique du Nord et Europe occidentale : 3,6M

Taux encadrement Primaire: **42** (99) ... **42** (2012)

...Amérique du Nord et Europe occidentale : 14

Education

Quelles politiques publiques ?

Dépenses publiques: 14,8% (99) ...**18,4%** (2012)

... Amérique du nord et Europe occidentale: 12,5%

Dépenses publiques ordinaires à PPA, par élève du primaire: **136 \$**

... Amérique du nord et Europe occidentale: 7943 \$

Aide internationale par enfant en âge du primaire: **12 \$**

Entre faiblesse des ressources fiscales et fulgurance de la croissance démographique, des politiques publiques prises en étau.

Education et Protection de la petite enfance

Un territoire qui commence à peine d'être défriché



Précolaire au Burkina Faso
Film d'Eric Lanoue et Omar Barou Ouédraogo 2013

Partant de presque rien (1990), une progression spectaculaire:

+ 64%, entre 1999 et 2012

Presque tout encore à construire !

- Bénin: de 18 000 à 112 000
- Burkina Faso : de 20 000 à 60 000
- Mali : de 21 000 à 71 000
- Sénégal : de 24 000 à 175 000
- Ghana: 1 605 000 (2012)

Espérance de vie en Préscolaire < 6 mois, pour moins de 10% des enfants !

Education et Protection de la petite enfance

Des enjeux lourds pour les générations futures

Mégapoles: prédominance du privé bon marché ... jusqu'à 93%

Zones rurales: décentralisation qui s'appuie sur les structures communautaires, effectives mais souvent fragiles !

Peu de parcours spécifiques pour trop de modèles réduits de l'enseignement formel primaire

Une approche multisectorielle (nutrition/santé/sécurité/développement cognitif), souvent prônée, jamais réalisée ...

Ambition 2030 Préscolaire: Universalisation d'une année pleine

Primaire A marche forcée ...



Taux Net Scolarisation Primaire: de 59% à 79%
(1999/2012): loin des objectifs du millénaire

Depuis 2007, stabilisation

Recours massif à des enseignants contractuels.
Ex Mali, Niger > 80%

Politique de gratuité et budgets gelés

Absence de moyens pédagogiques: < 2%

Burundi: de 700 000 à 1 980 000 élèves en Primaire, une quasi éradication d'enfants 'jamais scolarisés' ... Mais un taux d'achèvement à 25%

Primaire

Quelles perspectives et pour quels résultats ?

Taux de survie dernière année du primaire 58%, qq avancées, ex Burkina Faso de 30% à 68%

Redoublements: des avancées mais décalages 'âge/scolarité'

Discriminations: pauvreté, genre, lieu de résidence, origine ethnique

Plans pour de meilleures stratégies éducatives:

- Plan 'ELAN' (8 puis 12 pays) sur plurilinguisme
- Plans Numériques de formation continue des enseignants

Une course perdue d'avance ? Ex Bridge Academy

Ambition 2030: extension du cycle fondamental gratuit, à 9/10 années (selon pays)...pour une continuité éducative entre 6/7 ans et 15/16 ans

Primaire

Action publique et poussées privées...quelles concurrences ?



Bridge Academies

Un exemple « bas coût » (6\$ par mois) lucratif

Prolifération des programmes éducatifs dispensés par le secteur privé...un exemple : Bridge Academies

« Les établissements publics sont surchargés et inaccessibles pour beaucoup. Il y a bien des écoles ressemblant aux nôtres dans les quartiers défavorisés ou à la campagne mais les professeurs sont souvent absents, les programmes ne sont pas suivis. Si Bridge marche, c'est grâce à sa rigueur »

À l'horizon 2025, Bridge entend éduquer 10 millions d'enfants à travers une douzaine de pays. De quoi générer des revenus de plus de 700 millions de dollars.

Secondaire Zone de tous les dangers

Augmentation spectaculaire (ex. Sénégal de 35% à 90%, 99/2012)

Fin de la sélection et intégration du 1^{er} cycle du secondaire dans le cycle de l'éducation fondamentale

A young woman with dark skin and hair, wearing a white school uniform with a green collar, is smiling and looking towards the camera. The background is a blurred outdoor setting, possibly a school courtyard, with a person in a purple shirt visible in the distance.

Over **75%**
of Kenyans don't finish high school
because of **poverty**.

Secondaire

Le niveau 'collège' : comment cela se passe ?

Universalisation en marche

Questions linguistiques

Formation initiale des enseignants

Inégalités sociales massives

Ecart considérable entre zones rurales et zones urbaines

Exclus (**54% restent en dehors !**)

**Une séquence, presque partout à l'oeuvre:
croissance économique, émergence classe moyenne, progression
enseignement privé (20% ,1^{er} cycle; 27%, 2^é cycle)
Que faire ?**

Formation professionnelle et technique Un territoire où presque tout est à (re) construire



Filières techniques et professionnelles: 10% dans le secondaire

Enjeu clef pour l'avenir: quel développement ? Comment accompagner les transformations structurelles ?

Impératif pour des sociétés inclusives : sortir du cycle actuel de croissance forte... sans création d'emploi

Supérieur... Que faut il promouvoir ?



611 étudiants/100 000 jeunes en 2000,
632 en 2013

Quelles possibilités d'emploi ?

Une question budgétaire centrale:

12 fois + par étudiant que par élève en primaire

Les étudiants bénéficient des transferts financiers les plus élevés et les ménages les plus pauvres, des plus faibles. Autrement dit, 2 à 3 % d'une classe d'âge (étudiants) utilisent plus de 25 % du budget de l'éducation. La répartition du budget de l'éducation en Afrique est donc extrêmement concentrée et inégalitaire. T. Bierschenk

Education

Genre...quelles évolutions ?



En primaire, une parité en très forte accélération, yc dans le décrochage

Des résultats meilleurs, en faveur des filles

A contrario, dans le secondaire, peu d'avancées

Blocages : normes et pratiques sociales et culturelles (travail 'invisible', mariages précoces, violences sexuelles)

Quelles actions et politiques ?

Programmes dédiés

Accessibilité écoles secondaires

Installations sanitaires

Recrutement d'enseignantes en secondaire et dans les postes de gouvernance

Dans la plupart des pays de l'ASS les filles sont principalement confrontées aux obstacles de la scolarisation qu'à l'achèvement de la scolarité une fois qu'elles sont à l'école

Education Genre...quelles évolutions ?



Question en miroir:

Quel plan d'aide à la scolarisation des garçons ? (limiter le risque d'abandon scolaire)

Education

Quelle qualité ?



Les résultats d'enquête ménages faites dans 13 pays estiment à environ 66% le taux d'alphabétisation de la population des 22-44 ans après 6 ans d'études. Certains pays tels que le Niger, le Tchad, le Burkina Faso ou le Mali n'atteignant même pas les 50% (UNESCO, 2011).

La mise en question des modèles qui prévalent mais quelles alternatives ?

Des impasses sur les réformes curriculaires et sur les pédagogies centrées sur les apprenants

Et partout la question linguistique

Quels outils pour poser les diagnostics sur la qualité ?

Une diffusion forte mais très récente de modèles d'évaluation nationaux et/ou internationaux

De nouvelles approches d'évaluations citoyennes (à suivre...2017)

En arrière fond: Pourquoi la qualité continuera de baisser ...et pourquoi cela n'est pas forcément un signal négatif...bien au contraire !

Education Quelle qualité ?



Il n'y a pas de fatalité ...

Le cas du Kenya !

...parmi d'autres actions, la mise en place de formation flexible continue offerte aux enseignants, par des pairs, dans le cadre de leur école semble déterminante...

Education

La question enseignante



Ann Therese Ndong-Jatta, Gambie

« Il ne faut jamais oublier que la question enseignante est au cœur de la qualité des enseignements et des apprentissages et tant qu'elle n'aura pas été résolue, la performance des systèmes éducatifs africains sera toujours médiocre »

Une prise de conscience mais quelles solutions et quels moyens ?

La position de l'Union Africaine dans sa Politique Commune Africaine pour les ODD

Education

La question enseignante

Le grand malentendu instauré à l'époque coloniale et lors des premières années de l'indépendance. La catastrophe des ajustements structurels (années 90)

Une perte de valeur yc au regard d'homologues de la fonction publique et la recherche de revenus secondaires

Une réalité faite d'absentéisme (25% en moyenne en ASS) et de double activité professionnelle

La question de la formation initiale et formation continue

La question des contractuels

La question du rôle des 'inspecteurs' ou superviseurs.

« La paupérisation, la perte de statut et la déprofessionnalisation transforment ce métier en emploi par défaut. Les enseignants qui vont travailler « à reculons » à l'école primaire ne se sentent souvent aucune obligation à long terme vis-à-vis de leur profession » Thomas Bierschenk

Education, nouvelles technologies...numérique

Et si on croyait au futur ?

Des innovations africaines déjà à l'œuvre, dans de nombreux secteurs !

La croyance dans l'éducation et la recherche en Afrique

La volonté de jouer à parts égales avec le Nord

Education virtuelle ...Fantasmes ou réalité

« L'une des évolutions majeures qui a dynamisé le développement économique au xx^e siècle a certainement été l'émergence et la consolidation de l'économie mondiale fondée sur le savoir.

L'Afrique doit se tenir prête... Nous pouvons en effet être des bénéficiaires nets de la priorité donnée au rôle de l'information, de la technologie et de l'apprentissage comme déterminant de la performance économique.

Nous pouvons brûler des étapes et nous pouvons innover avec peu de moyens”.

Carlos Lopes, Guinée Bissau.

Nouvelles technologies...numérique

Quelques avancées récentes



Institutrices Madagascar, 2013 Programme formation continue à distance en Zone rurale

Quelles attentes ?

Quelle réalité ?

Quels scénarios ?

Le dossier Niger (ENS)

Education et ODD

Position commune Africaine pour l'après 2015 (Addis Adebba, 1/2014)



Ellen Johnson Sirleaf, Présidente Liberia
Prix Nobel Paix 2011, Militante Droits des femmes

Un partage de la gouvernance mondiale
Un processus participatif
Priorité à la transformation structurelle
Mettre fin à la pauvreté
Réduire les inégalités
Responsabilité mutuelle sur les Objectifs
de Développement Durable

« Nous nous engageons à parler d'une seule voix et à agir ensemble pour que la voix de l'Afrique soit entendue et que le continent soit pleinement intégré dans le programme mondial de développement »

Education et ODD (Nairobi, 12/2014)



OMD :

8 objectifs (pays pauvres)

Un dossier inachevé: malnutrition, pauvreté, éducation (quantitatif et qualitatif), santé

ODD :

17 objectifs ...169 cibles...(défis mondiaux)

Conjuguer ensemble politique, économie et facteurs humains, durabilité

Risque de désengagement des OMD (aide au développement)

Pour l'éducation de fondamentale: un modèle de 9 /10années

Passage d'une logique d'accès à une logique de résultat

Un grand silence sur le préscolaire et le technique

Education et ODD



ECOLE LACUSTRE NIGERIA



Comment s'organisent les réponses de solidarité
et d'aide au développement ?
Quelle place occupons nous ?

France

Du côté de l'Etat et des institutions

Depuis 2013: loi de programmation, projet annuel de performances

Depuis 2016: nouvelle source de financement pour la solidarité et le développement: taxe sur transactions financières (TTF intra journalière)

Quelles priorités ?

Pauvreté, démocratie, transparence, droits des femmes, développement durable, biens communs mondiaux, soutien de la société civile...

'Le MAEDI et l'AFD accordent la priorité aux projets des ONG françaises visant au renforcement des capacités des sociétés civiles du SUD, cad ceux faisant intervenir des partenaires locaux non-gouvernementaux issus de la société civile (associations locales, organisations de base)' Loi de Finances 2016

France

Etat et société civile

AFD, cœur du dispositif

En ligne, doublement des crédits ONG sur le quinquennat Hollande:

- € 42 M en 2011
- € 72M en 2016

Mise en place progressive des principes de transparence et de redevabilité

Amorce d'un courant échanges avec les ONG comme corps représentatif de la société civile française

Quelles modalités ?

- 72 projets, 70 ONG France (10 de la taille du GREF), 600 ONG Pays destinataires

Coopérations décentralisées:

- Un acteur essentiel, aux moyens limités et sans perspective de développement
1/4 de l'aide AFD...avec des recompositions en cours (risque/opportunité)

France

Etat et société civile

L'Aide France ...un modèle totalement atypique par rapport à ses pairs:

« La part de l'aide au développement via les ONG va de 38% en Irlande à 1% pour la France. La moyenne est de 17% » OCDE, 2013

France

Zoom sur l'Aide au développement Education Une grammaire guidée par des objectifs d'Etat

Education (dons et prêts): 18,6% aide tous secteurs

- Vers l'éducation de base : 10%
- Vers l'éducation technique: 1%
- Vers l'enseignement supérieur : 72% (écolage € 641 M)

Aide bilatérale éducation: € 1,45 Mds dont € 1,07 Md en dons (2013)

Aide multilatérale éducation: € 170 M

Aide AFD éducation via ONG: 13% des crédits ONG (€ 8,5M)

Analyse des projets « éducation » soutenus en 2015 et 2016

France: Aide au développement (Education)

Une aide massivement consacrée aux émergents

Non vers les Pays les Plus Pauvres

1. MAROC: 196,5
2. CHINE: 145
3. ALGÉRIE: 124
4. TUNISIE: 73
5. WALLIS ET FUTUNA: 67
6. SÉNÉGAL: 52
7. VIETNAM: 40
8. LIBAN: 35
9. CAMEROUN: 34
10. MADAGASCAR: 24

Données 2015, en millions d'Euros



France

Du côté des ONG

Quelle contribution à l'Aide ?

Entre 2000 et 2011

- Un secteur économique en forte croissance (+9% par an)
- 1md, soit 1/8 de l'aide affichée ...beaucoup plus en dépenses effectives (1/6)
- Nombre constant de grandes ONG (330)...mais une forte progression de leur niveau d'activité, par contraste avec une faible progression des moyennes ONG.
- Doublement des petites associations d'entraide (43 000)

France

Les ONG

Quelles ressources ?

Données approchées...

- 17%: ressources publiques françaises (3/4 national et 1/4 territorial)
- 22%: financements publics internationaux
- 59%: ressources privées (massivement Générosité Public mais progression Fondations)

Ressources publiques : ressources territoriales, nationales et internationales, fonction de la taille (2 paliers, à 1M et à 10M)

GRAF:

- 60% ressources publiques françaises, 50% national et 50% territorial (moyenne 2012/2014)
- 40% ressources privées (95% dons des adhérents)

Contribution bénévolat : 200h/an/bénévole (GRAF: 244h/an); 20% des apports.

La scène internationale

ONG du Sud /ONG du Nord

Quelle reconnaissance ?

Depuis 1990, explosion du nombre des ONG, en lien avec la montée de la démocratie

Décompte presque impossible (ex Brésil 400000, Afrique > 300 000)

Rôle de courtier local de développement 'aux confins de l'économique et du politique, du rural et de l'urbain, du local et de l'international' Olivier de Sardan

Relégation comme sous traitants de donateurs d'ordre du Nord en dépit d'engagements internationaux

Quinze fois plus de moyens pour les ONG des pays donateurs que pour les ONG des pays destinataires : \$ 1,1 milliard vs \$ 16,9 en 2011

Rapport CAD/OCDE sur l'aide via ONG 2013

ONG LOCALES / ONG INTERNATIONALES

Qui a le pouvoir ?

Et demain ?



Degan Ali, Somalie
Adeso et GSN
Genève, novembre 2015

Illustration: ADESO et le Global Southern Network

- Jeter les bases d'un regroupement des ONG locales pour que leurs visions soient élaborées et portées à haut niveau, au même titre que celles des ONG internationales
- Prendre part au débat sur les priorités et les modalités de déploiement de l'aide et ne pas se cantonner au rôles d'exécution locale de programmes décidés à haut niveau
- Demande de la création d'un fonds commun géré par les ONG du SUD et doté à terme de 20% de l'aide à destination des ONG locales

L'enracinement de la démocratie et la formation des états ne peuvent qu'être l'aboutissement de processus endogènes, dans lesquels une politique d'aide au développement intervenant dans le champ de la gouvernance politique n'a pas à s'ingérer.

Cela étant, elle peut autant que possible proposer à ces sociétés d'**accompagner les processus de construction de légitimité et de contrat social**, ne serait-ce que pour qu'ils soient les moins chaotiques et violents que possible. Si le problème principal en matière de gouvernance, sur lequel se fondent les conflits internes en Afrique, est aujourd'hui celui de la **gestion de la diversité**, ethnique, religieuse, foncière, etc.

Comme les pays africains eux-mêmes l'ont identifié, c'est évidemment sur ce sujet que les politiques d'aide au développement devraient se recentrer. Le Sénégal a précisément montré que lorsque le rapport entre la société et l'état est apaisé, que les autorités traditionnelles, religieuses, les différents vecteurs de régulation réussissent à dialoguer, lorsque la référence à l'état par les différents acteurs n'est pas remise en cause, même s'il y a contestation et débat politiques, les risques d'explosion s'atténuent. Carlos Lopes